

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

RETROUVER L'INTÉGRALITÉ DES ANALYSES STATISTIQUES SUR : RAPPORT.SECOURS-CATHOLIQUE.ORG

RÉALISATION : Département Enquêtes et Analyses Statistiques, Pascale Novelli, Léa Ambroise (stagiaire)
Délégations et Comité Régional, Pascale Kramer (réécriture, secrétariat de rédaction)
CORRECTION RÉVISION : Thérèse Benoit



Comme chaque année, les analyses régionales font ressortir quelques caractéristiques de la pauvreté rencontrée dans chacune des régions et leur évolution en 2016. En dehors des territoires d'outre-mer étudiés séparément, chaque analyse régionale s'appuie sur plusieurs milliers de situations. Si rien ne garantit la représentativité de ces échantillons, les difficultés qu'ils révèlent sont bien réelles et, pour la plupart, se retrouvent de façon récurrente d'année en année. Certaines caractéristiques correspondent d'ailleurs à des particularités démographiques ou économiques régionales.

Les quelques éléments de conjoncture et de présentation sont principalement issus de publications des directions régionales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), réalisées en partenariat avec les autres acteurs des statistiques publiques. Pour chaque région, nous indiquons quelques chiffres de cadrage comparés aux moyennes métropolitaines, à partir de données de l'Insee. Les valeurs indiquées dans ces tableaux sont celles de 2016 ou, à défaut, les dernières publiées.

L'analyse des situations rencontrées par les équipes du Secours Catholique-Caritas France repose sur un ensemble d'indicateurs dont les plus importants figurent dans un tableau général rapprochant les valeurs de ces indicateurs dans la région pour deux années, 2011 et 2016¹, et les valeurs nationales. Un graphique présente en outre quelques points marquants de la région d'après les informations recueillies par le Secours Catholique. L'analyse peut être accompagnée d'exemples d'actions menées par le Secours Catholique et de propositions.

DÉFINITIONS

Situation de pauvreté : personne ou famille rencontrée, soutenue, accompagnée et/ou aidée par le Secours Catholique. Le terme « situation » est à rapprocher de ce que l'Insee désigne par « ménage ». Les deux termes seront employés indifféremment dans ces analyses régionales.

Niveau de vie ou revenu par unité de consommation (UC) : l'unité de consommation permet de comparer les niveaux de vie de ménages de taille différente en prenant en compte leur composition et les économies liées à la mutualisation au sein des ménages. Dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres adultes et les enfants de 14 ans ou plus comptent pour 0,5 UC chacun et les enfants de moins de 14 ans comptent pour 0,3 UC chacun. Le revenu du ménage est ensuite divisé par la somme des UC le composant. Cela correspond au niveau de vie du ménage. Cette échelle d'équivalence est utilisée par l'ensemble des pays européens.

¹ Nous prenons une période de cinq ans afin de faire ressortir les évolutions.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES		
Données générales	Auvergne Rhône-Alpes	France métropolitaine
Population au 1 ^{er} janvier 2016 en milliers*	7 941	64 145
Taux de chômage 4 ^e trimestre 2016	8,7 %	9,7 %
Part d'étrangers dans la population (2014)	6,2 %	6,4 %
Densité du parc social**	67,5	73,1
Niveau de vie mensuel médian (2013)	1 728 €	1 667 €
Taux de pauvreté à 60 % (2013)	12,5 %	14,5 %
Chiffres 2016 Secours Catholique		Auvergne-Rhône-Alpes
Situations rencontrées		57 440
Nombre d'équipes		323
Nombre de bénévoles		5 730
Nombre de situations analysées		11 082

* Chiffres provisoires. ** Nombre de logements sociaux pour 1 000 habitants au 1^{er} janvier 2016.

CONJONCTURE¹

L'Auvergne-Rhône-Alpes est la région la plus peuplée de France après l'Île-de-France, avec près de 8 millions d'habitants. Elle connaît un rythme de croissance démographique soutenu (+0,8 % par an) et supérieur à celui observé en France métropolitaine. Ce sont les couronnes périurbaines qui attirent le plus, tandis que les petites communes rurales se vident progressivement (-0,1 % par an).

La reprise amorcée dans la région en 2015 s'est confirmée en 2016. Le taux de chômage diminue légèrement (-0,3 point), mais reste inférieur de 1 point à la moyenne métropolitaine (8,7 % fin 2016), et loin de son niveau d'avant la crise (-2,5 points). Il s'agit d'un des taux de chômage régionaux les plus faibles de France, après les Pays de la Loire et la Bretagne. Des disparités subsistent néanmoins : le taux de chômage varie de 6,2 % dans le Cantal à 10,9 % dans la Drôme. Contrairement aux années précédentes, le nombre de demandeurs d'emploi n'augmente quasi plus. L'amélioration est sensible pour les moins de 25 ans (-5,7 %), mais la situation continue à se dégrader pour les plus de 50 ans (+5 %), le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ayant presque triplé depuis la crise économique de 2008. La part des personnes en chômage longue durée continue à augmenter (42 % des inscrits à Pôle emploi, contre

27 % fin 2008), ce qui traduit un enkystement des situations.

Après quatre années de relative stagnation, l'emploi salarié progresse de 1,2 % (un chiffre identique aux évolutions nationales), ce qui s'explique en grande partie par la hausse de l'intérim (+14,4 %). Le secteur de la construction limite ses pertes par rapport aux années précédentes ; l'emploi diminue de 0,5 % en 2016 (contre 0,8 % au niveau national). La vente de logements neufs progresse et retrouve son niveau de 2010, mais la reprise du logement est toutefois moindre qu'au niveau national. L'industrie continue à perdre des emplois alors que les services et le tourisme progressent. L'année 2016 est à nouveau difficile pour l'agriculture.

La région Auvergne-Rhône-Alpes profite d'un secteur touristique dynamique : en 2016, on dénombre 35 millions de nuitées dans les hôtels et les campings régionaux, le chiffre le plus important de la décennie. La fréquentation touristique est en hausse de 4,1 % par rapport à 2015, contre -0,9 % au niveau national, la région profite des retombées de l'Euro 2016 de football et du retour de la fête des Lumières à Lyon.

La densité du parc social, en légère augmentation, reste inférieure au niveau national. En Auvergne-Rhône-Alpes, 12,3 % des habitants vivent au-dessous du seuil de pauvreté², contre 14,3 % pour la France métropolitaine. Au niveau des départements, les plus touchés par le chômage sont également les plus pauvres : Drôme, Allier, Ardèche, Loire. Le Cantal fait figure d'exception : le taux de chômage y est le plus faible, mais le taux de pauvreté le plus important (15 %).

LES SITUATIONS RENCONTRÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

En 2016, plus de 57 400 ménages ont été accueillis par les équipes du Secours Catholique-Caritas France d'Auvergne-Rhône-Alpes. Il s'agit de la deuxième année de hausse consécutive : +3 % entre 2014 et 2015, et +1,7 % entre 2015 et 2016. La proportion de personnes accueillies résidant dans une commune de moins de 5 000 habitants est de 21,9 %, un chiffre qui a diminué de presque un tiers depuis 2012, où il était de 31,9 %.

D'une manière générale, les constats faits les années précédentes se répètent cette année, alors même que deux tiers (66,6 %) des personnes accueillies sont venues pour la première fois en 2016 au Secours Catholique. On constate ainsi une proportion importante d'étrangers, qui présentent par ailleurs des critères de vulnérabilités supérieurs à ceux du niveau national en matière de : logement précaire, ménage sans ressources, proportion d'hommes seuls, personnes inactives et sans droit au travail.

La part des personnes seules et des couples sans enfants rencontrés dans la région est plus importante qu'au niveau national : 51,5 %, contre 46,2 %.

Les demandes des personnes rencontrées concernent majoritairement l'écoute et l'accueil (plus de 62 %), puis l'alimentation (49,1 %, chiffre en baisse depuis quatre ans). Les demandes liées à des impayés de loyer et de factures (16,4 % de l'ensemble des demandes en 2016) ont tendance à augmenter (+1 % en moyenne chaque année). Les situations d'impayés concernent plus de la moitié des personnes rencontrées. Parmi elles, 39,9 % ont

1 - Insee, Conjoncture n°8, mai 2017 ; Insee, Analyses Auvergne-Rhône-Alpes n°1, janvier 2016.

2 - Insee, Analyses Auvergne-Rhône-Alpes n°25, septembre 2016.

des impayés de loyers, et 36,3 % des impayés de gaz et d'électricité. On observe également un fort taux de découvert bancaire, comparé au niveau national (30,1 %, contre 22,6 %).

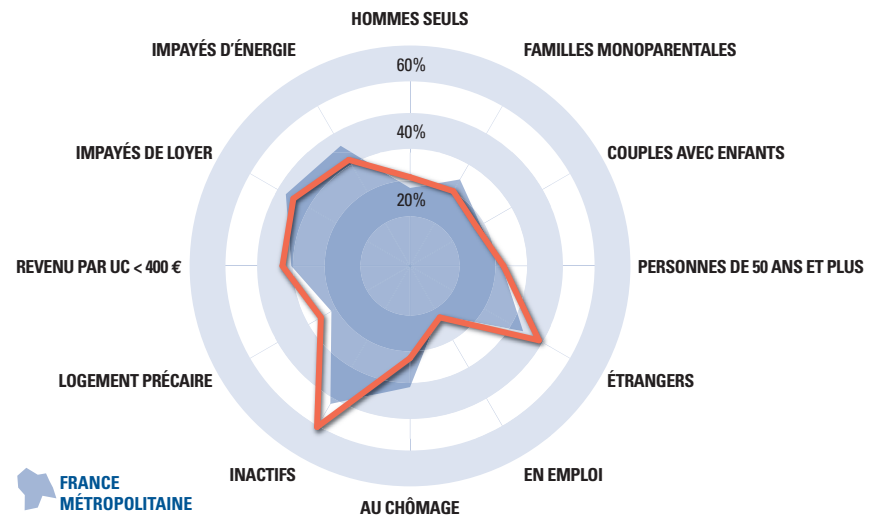
Parmi les personnes que nous rencontrons, seules 14,9 % disposent de revenus du travail, et 50,7 % bénéficient d'aides au logement. C'est dire combien, compte tenu de leurs maigres revenus, ces ménages sont sensibles à toute évolution de ces aides.

En Auvergne-Rhône-Alpes, 20,4 % des personnes rencontrées en 2016 n'avaient aucunes ressources (contre 21,8 % en 2015) ; c'est légèrement plus que la moyenne nationale (19,1 %) et presque 60 % vivent avec moins de 600 € par unité de consommation et par mois. Plus de la moitié des personnes rencontrées sont inactives (55,1 %), et un peu moins de 30 % sont au chômage.

En 2016, après plusieurs années d'augmentation, la proportion d'étrangers rencontrés dans les accueils de la région s'est stabilisée autour de 44 %, alors qu'elle continue d'augmenter au niveau national (36 % en 2015 et 38,8 % en 2016). Une part de plus en plus importante de cette population maîtrise le français parlé : 69,6 % en 2016, contre 52,8 % en 2013. La région accueille une proportion élevée (plus de 34 %) de personnes installées en France depuis moins d'un an. C'est 10 points de plus qu'au niveau national, mais en baisse constante depuis six ans. Malgré cela, la durée moyenne de la présence en France des étrangers augmente (de 4,4 ans en 2014 à 4,9 ans en 2016), tout en restant inférieure au niveau national (6,3 ans). La proportion de personnes déboutées et sans papiers poursuit son augmentation, de 11,9 % en 2014 à 15,7 % en 2016, ce dernier chiffre étant néanmoins inférieur à la moyenne nationale (19,2 %). On note également que 18,5 % des personnes rencontrées sont sans droit au travail, contre 13 % au niveau national.

La proportion de personnes qui vivent en squat ou à la rue reste plus élevée qu'au niveau national (7,7 %, contre 4,6 %), bien qu'en baisse depuis trois ans. Au total, plus de 30 % des personnes accueillies en 2016 se

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



Champ : Ménages rencontrés par le Secours Catholique.

Note de lecture : La région Auvergne-Rhône-Alpes compte 26,3% d'hommes seuls, contre 23,1% pour la France entière.

trouvent dans une situation précaire au regard du logement (centre d'hébergement, hôtels, famille ou amis...). La durée moyenne dans le logement est de 3,4 années, contre 4 ans au niveau national.

En 2016, le revenu moyen par unité de consommation est de 510 €, soit une augmentation de 16 € (en euros constants) par rapport à 2015. Néanmoins, cela reste inférieur de 7 € à la moyenne nationale.

EXEMPLES D'ACTIONS MENÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

La parole et l'expérience des plus fragiles dans le Rhône. À Bron, le groupe de l'Étape participe depuis 2016 à un travail national sur la protection sociale. En partant de la réalité de leur vie et de leur expérience, les personnes participant au groupe analysent les situations et les difficultés qu'elles rencontrent, et développent leur compréhension du système de protection sociale : santé, retraite, minima sociaux. À partir de là, elles réfléchissent à des propositions d'évolutions.

Des personnes du groupe ont préparé et participé à Paris au forum Les Voix de la pauvreté³. Elles ont pu y animer un atelier, faire la synthèse des échanges et présenter cette

synthèse devant 150 personnes. Ainsi, un plaidoyer citoyen se construit à partir de l'action des personnes concernées.

Groupes de parole en Haute-Loire. Depuis mars 2016, des groupes de parole se sont mis en place sur le thème de la lutte contre les préjugés, en partenariat avec d'autres associations (notamment ATD) et le Centre communal d'action sociale (CCAS) du Puy. Les participants ont repéré et identifié les préjugés qui semblent les plus répandus... tels que « les pauvres ne savent pas gérer leur budget », ou « les pauvres sont des assistés et des fraudeurs », « les pauvres préfèrent ne pas travailler ».

Ces groupes interassociatifs ont présenté leurs réflexions devant 250 personnes lors de la Journée mondiale du refus de la misère, le 17 octobre 2016.

Plusieurs prolongements ont vu le jour en 2017 : un groupe a réfléchi sur ce qu'était un revenu digne. Pour beaucoup, « un revenu digne est un revenu lié à un travail »...

Un autre groupe réfléchit à la problématique de l'accès à la culture et organise des sorties culturelles « pas chères » en partenariat avec Cultures du cœur. D'autres ont formé une chorale, pour le plaisir de chanter ensemble.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES		Auvergne-Rhône-Alpes		France	
		2011	2016	2011	2016
PRINCIPALES DEMANDES D'AIDE (1)	Écoute, accueil, conseil	55,8 %	62,5 %	55,2 %	60,2 %
	Alimentation	56,5 %	49,1 %	58,1 %	56,0 %
	Loyer, factures d'énergie, d'eau	14,3 %	16,4 %	17,7 %	18,5 %
	Mobilité (voiture, transport)	5,7 %	5,5 %	4,6 %	6,5 %
TYPE DE MÉNAGE	Hommes seuls	26,6 %	26,3 %	23,9 %	23,1 %
	Femmes seules	19,6 %	18,8 %	17,1 %	17,1 %
	Couples sans enfants	6,4 %	6,4 %	6,3 %	6,0 %
	Pères seuls	3,4 %	3,5 %	3,1 %	3,6 %
	Mères seules	23,1 %	22,1 %	27,3 %	26,0 %
	Couples avec enfants	21,0 %	22,9 %	22,3 %	24,2 %
ÂGE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	Moins de 25 ans	10,3 %	9,4 %	9,2 %	8,3 %
	25-49 ans	65,2 %	63,0 %	65,8 %	64,4 %
	50 ans et plus	24,5 %	27,7 %	24,9 %	27,3 %
PAYS OU RÉGION D'ORIGINE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	France	67,7 %	56,7 %	70,2 %	62,2 %
	Maghreb	8,7 %	9,3 %	8,2 %	8,6 %
	Afrique subsaharienne	8,7 %	13,4 %	9,0 %	12,4 %
	Union européenne	2,7 %	3,5 %	3,9 %	3,7 %
	Europe de l'Est (hors UE)	10,1 %	13,1 %	6,0 %	9,4 %
	Autre	2,1 %	4,0 %	2,8 %	3,7 %
STATUT DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE (étrangers hors UE)	Statut accordé	39,2 %	32,9 %	51,8 %	42,1 %
	Statut demandé, en attente	55,4 %	51,4 %	38,7 %	38,7 %
	Débouté, sans papiers	5,4 %	15,7 %	9,5 %	19,2 %
SITUATION AU REGARD DE L'EMPLOI DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	CDI plein-temps	4,7 %	4,5 %	4,4 %	3,8 %
	Emplois précaires (2)	11,0 %	10,3 %	10,6 %	9,9 %
	À son compte	1,0 %	0,7 %	0,8 %	0,7 %
	Autre travail	1,1 %	1,3 %	1,4 %	1,3 %
	Formation professionnelle	1,3 %	0,8 %	1,5 %	1,2 %
	Sous-total emploi	19,1 %	17,6 %	18,8 %	16,9 %
	Chômage indemnisé ou en attente	11,5 %	11,0 %	12,1 %	11,8 %
	Chômage sans droits reconnus	20,6 %	16,3 %	25,7 %	24,1 %
	Sous-total chômage	32,0 %	27,3 %	37,8 %	35,9 %
	Étudiant	0,8 %	1,0 %	1,2 %	1,3 %
	Inaptitude santé	11,4 %	10,6 %	11,1 %	10,2 %
	Retraite, préretraite	6,2 %	6,7 %	5,7 %	5,6 %
	Au foyer	6,3 %	4,8 %	7,7 %	4,7 %
	Sans droit au travail	11,9 %	18,5 %	7,7 %	13,0 %
	Autre sans emploi	12,3 %	13,5 %	10,0 %	12,3 %
Sous-total inactivité	48,9 %	55,1 %	43,4 %	47,2 %	
TYPES DE RESSOURCES	Ni revenus du travail ni transferts sociaux	18,1 %	25,3 %	17,4 %	22,4 %
	Revenus du travail	8,3 %	9,0 %	7,3 %	7,9 %
	Transferts sociaux	43,0 %	38,5 %	46,0 %	41,9 %
	Revenus du travail et transferts sociaux	30,6 %	27,2 %	29,3 %	27,8 %
REVENU PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (en euros 2016)		531 €	510 €	526 €	517 €
EXISTENCE D'IMPAYÉS		54,6 %	54,4 %	59,5 %	56,3 %
IMPAYÉ MÉDIAN (en euros 2016)		894 €	800 €	829 €	771 €
NATURE DES IMPAYÉS	Loyer, mensualités d'accession	38,2 %	39,9 %	42,2 %	42,5 %
	Gaz, électricité, combustibles	34,7 %	36,3 %	40,6 %	41,1 %
	Eau	15,9 %	17,2 %	16,7 %	17,7 %
	Découvert bancaire	26,9 %	30,1 %	22,5 %	22,6 %
TYPE DE LOGEMENT	Logement stable (3)	72,5 %	69,5 %	77,5 %	73,1 %
	Logement précaire (4)	27,5 %	30,5 %	22,5 %	26,9 %

(1) Pourcentage de ménages formulant ce type de demande. (2) CDD, intérim, travail saisonnier, temps partiel, emplois aidés. (3) Location HLM, location privée, habitat collectif, propriétaire.

(4) Hôtel, pension, garni, caravane, famille, amis, centre d'hébergement, abri de fortune, rue.